

Emprunt national de 30 milliards

Mobiliser l'épargne des Français pour investir dans l'avenir à moindre coût.

Pourquoi agir ?

- **Des taux qui s'envolent** — Après les années de taux très bas, le coût auquel la France emprunte a fortement augmenté. Le TEC 10 atteignait 4,855 % le 12 octobre 2026, selon la Banque de France. Chaque nouvel emprunt coûte davantage au budget.
- **Une occasion pour les épargnants** — De nombreux Français conservent leur argent sur des produits sûrs et simples, parfois moins rémunérés que les obligations de l'État. Un emprunt national conçu pour les particuliers pourrait leur proposer un placement clair, accessible dès 100 euros, tout en permettant à la puissance publique de se financer à un taux inférieur à celui des marchés.
- **Un bénéfice pour les finances publiques** — Sur 30 milliards d'euros, un point de taux économisé représente environ 300 millions d'euros d'intérêts en moins chaque année, avant les frais du dispositif. Cette économie potentielle préserverait les moyens publics.
- **Des projets qui préparent l'avenir** — Réseaux électriques, chemins de fer, eau, industrie et technologies critiques ont besoin de capitaux sur une longue durée. Cette épargne renforcerait notre autonomie et nos infrastructures.
- **Une démarche volontaire et transparente** — Chaque souscripteur connaîtrait le rendement, la durée, les conditions de remboursement et l'affectation des fonds. Le taux serait fixé à partir de la demande réelle, avec un plafond de coût garantissant l'intérêt financier de l'opération pour l'État.

Ce que nous apprend l'Histoire

- **Les grands emprunts de reconstruction** — Après les deux guerres mondiales, les pouvoirs publics ont sollicité l'épargne des ménages pour répondre à des besoins nationaux exceptionnels. Ils ont associé les citoyens aux investissements prioritaires.
- **L'emprunt Pinay de 1952** — L'État lança un emprunt à 3,5 % assorti d'une garantie liée à l'or. Cette formule répondait au besoin de rassurer les épargnants après les épisodes d'inflation et de dépréciation monétaire. Elle montre combien la confiance dépend de conditions de souscription compréhensibles.
- **Le précédent Mendès France** — Sous le gouvernement de Pierre Mendès France, en 1954, le redressement financier s'accompagna d'une volonté affirmée de mobiliser l'épargne pour l'expansion économique. La SNCF lança en juin 1954 un emprunt destiné notamment à l'électrification et à la modernisation du réseau ; les Charbonnages de France émirent également un emprunt garanti par l'État. Ces opérations illustrent une mobilisation concrète de l'épargne au service de l'équipement productif.
- **Des emprunts pour l'industrie** — En octobre 1954, la sidérurgie française annonça un emprunt obligataire de 18,5 milliards d'anciens francs, destiné à vingt-six sociétés. Les investissements industriels pouvaient ainsi être présentés aux épargnants à travers des objectifs précis et visibles.
- **La leçon pour aujourd'hui** — L'emprunt national de 30 milliards reprend cette idée simple : proposer aux Français de participer volontairement à des projets identifiés, avec une rémunération annoncée, des comptes publics accessibles et une gestion rigoureuse.

Ce qui existe aujourd'hui

- **Un État qui emprunte déjà** — L'Agence France Trésor finance les besoins de l'État principalement par des titres de dette, notamment les obligations assimilables du Trésor (OAT). Les particuliers peuvent déjà en acquérir sur le marché secondaire, mais ces produits restent moins familiers que les livrets et l'assurance-vie.
- **Des taux devenus plus coûteux** — Le TEC 10 atteignait 4,855 % le 12 octobre 2026. Cette hausse des rendements obligataires renchérit le financement des nouvelles émissions et alourdit progressivement la charge

d'intérêts. Les marges de manœuvre budgétaires sont d'autant plus précieuses que les besoins d'investissement restent importants.

- **Une épargne abondante, peu mobilisée directement** — Fin 2025, les principaux placements financiers des ménages représentaient environ 6 590 milliards d'euros. Une émission de 30 milliards constituerait une fraction limitée de cet encours, mais offrirait un canal direct et lisible entre épargne populaire et investissements d'avenir.
- **Les limites des outils actuels** — Les émissions classiques répondent efficacement aux besoins généraux du Trésor, mais leur affectation à des infrastructures précises est peu visible pour le grand public. À l'inverse, les produits d'épargne courants donnent rarement à leurs détenteurs la possibilité de suivre les projets financés.
- **Une solution complémentaire** — Un emprunt national dédié apporterait une souscription simple, des informations sur les investissements et un compte rendu annuel de leur réalisation. Il compléterait les émissions ordinaires de dette en recherchant un coût global plus avantageux pour l'État.

Ce que nous proposons

- **Emprunt national de 30 milliards** — KAIROS propose de lancer un emprunt volontaire réservé aux particuliers, destiné à mobiliser jusqu'à 30 milliards d'euros pour des investissements productifs de long terme. Chaque euro collecté serait affecté à un portefeuille de projets identifié et suivi publiquement.
- **Une souscription accessible** — Le produit de référence serait proposé à partir de 100 euros, sans frais de souscription, pour une durée indicative de dix ans. Un plafond individuel, à déterminer entre 25 000 et 50 000 euros, favoriserait une participation large des ménages.
- **Un taux recherché au meilleur coût** — Une enchère simple permettrait aux souscripteurs d'indiquer le rendement minimal qu'ils acceptent. Un taux final unique serait appliqué à tous les ordres retenus. L'État fixerait préalablement un plafond de coût afin de ne retenir que des conditions réellement avantageuses par rapport à une émission classique.
- **Un lancement en deux temps** — Une première tranche de 5 à 10 milliards d'euros permettrait de mesurer la demande, puis une seconde émission compléterait progressivement l'objectif de 30 milliards. Les fonds seraient gérés par une Caisse nationale d'investissement productif, ou un dispositif public équivalent, avec comptabilité distincte.
- **Des résultats vérifiables** — Les financements iraient notamment à l'électricité, au rail, à l'eau, aux ports, à l'industrie et aux technologies stratégiques. Chaque année, un rapport rendrait compte des sommes investies, des actifs créés, des rendements, des risques et des remboursements attendus.

Combien ça coûte ? Comment on finance ?

30 milliards d'euros mobilisés — L'objectif est une émission nationale pouvant atteindre 30 Md€, avec un lancement progressif de 5 à 10 Md€. Il s'agit d'un emprunt remboursable, comptabilisé dans la dette publique, qui financerait des actifs productifs identifiés.

Répartition indicative des 30 Md€ — Réseaux électriques et raccordements : 7 Md€ ; régénération ferroviaire : 5 Md€ ; fret : 2 Md€ ; eau : 3 Md€ ; ports industriels : 2 Md€ ; usines stratégiques : 4 Md€ ; semi-conducteurs et technologies critiques : 2,5 Md€ ; défense industrielle : 2,5 Md€ ; industrialisation deeptech : 2 Md€.

Un intérêt potentiellement moins coûteux — Le scénario illustratif retient un taux de souscription de 3,50 % contre une référence de marché de 4,74 % au 29 septembre 2026. Sur 30 Md€, l'écart de 1,24 point représenterait 372 M€ d'intérêts annuels évités avant frais. Il s'agit d'une simulation, le taux final dépendant des souscriptions et des marchés.

Une protection du budget — Le coût complet intégrerait rémunération des épargnants, distribution, gestion et éventuelles conditions de sortie anticipée. Un plafond de coût permettrait de réduire ou de reporter l'émission si l'avantage financier n'était pas suffisant.

Des investissements suivis — Le capital serait consacré à des prêts, participations ou infrastructures générant des bénéfices économiques et collectifs. Un bilan annuel distinguerait les intérêts payés, les remboursements, la valeur des actifs et les résultats obtenus, afin de mesurer l'effet réel sur les finances publiques.

Sources : Banque de France, indices obligataires du 12 octobre 2026 ; archives économiques et financières ; Le Monde, mai–octobre 1954 ; note de travail sur l'emprunt national du 30 septembre 2026. Les rendements et économies sont des hypothèses, non des engagements.